

Le pari de l'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR et de la recherche



Pas de grands discours. Des actions concrètes. Depuis que la gauche est majoritaire au Conseil Général, l'enseignement supérieur à Bourges a été conforté par quelques décisions politiques fortes.

La reconstruction de l'IUFM, enfin !

Cela faisait plus de 20 ans que le projet de reconstruction d'un IUFM (Institut Universitaire de Formation des Maîtres, anciennement Ecoles Normales d'Instituteurs) était évoqué. Dès les années 90, un accord entre l'Etat et le Conseil général, en avait fixé le coût (à l'époque, 20 M de francs !). Mais les années passaient sans que, ni l'Etat, ni le Conseil général, alors majoritairement à droite, ne se décident à prendre en main le dossier.

La décision de la majorité de gauche de prendre la responsabilité de reconstruire (prendre la maîtrise d'ouvrage) a débloqué les choses. En 18 mois, **l'IUFM était disponible pour les étudiants et les enseignants.**

La réforme de la formation des maîtres, c'est-à-dire la **suppression des IUFM, décidée par la droite en 2009, peut mettre en péril le maintien des formations pédagogiques universitaires à Bourges.** Si elles sont aujourd'hui maintenues - restons vigilants -, c'est bien parce que l'outil créé à Bourges est neuf et performant. Sans cette reconstruction, il serait peut-être déjà fermé ...

La rénovation de la salle d'armes : une prise de responsabilité décisive

Même chose concernant la rénovation du grand bâtiment de « **la salle d'armes** » qui accueille désormais 750 étudiants, une partie de l'école d'ingénieurs de Bourges, la faculté de droit et l'Institut Municipal d'Education Permanente. Toutes les collectivités, l'Etat et l'Europe étaient prêts à aider. Mais aucun ne voulait porter le dossier. C'est la **décision départementale** qui a permis de conserver les

fonds européens programmés et de **conforter le développement universitaire à Bourges.**

Bien au-delà des missions départementales

Aider les jeunes du Cher à accéder à l'enseignement supérieur n'est pas une priorité de l'Etat. Les collectivités locales doivent payer pour que l'enseignement universitaire se développe à Bourges. **Cela ne gêne manifestement pas la droite d'abandonner les territoires** : de ce fait, le Conseil général, dans le cadre du Contrat de Projet Etat-Région, est appelé à contribuer à la rénovation de l'IUT de Bourges et aux projets de résidence universitaire et de restaurant universitaire sur Lahitole (ouverture prévue pour fin 2011). Il a même contribué au fonctionnement de la **faculté des sciences et de l'école d'ingénieurs.** Il a aussi participé au démarrage d'une formation de kiné du sport au CREPS de Bourges. Il contribue à définir, avec la région Centre qui en

a la responsabilité, un projet de **pôle de formations sanitaires et sociales** sur Bourges, regroupant les formations existantes (infirmières, aides soignantes, aides médico-psychologique, ...) et permettant **l'émergence de nouvelles formations** (éducateur spécialisé, ...).

Bourges, troisième pôle universitaire de la région, objectif 5000 jeunes post-bac en 2015

La détermination du Conseil Général a contribué à porter le nombre d'étudiants dans le Cher à 3500 et le nombre de jeunes post-baccalauréat à 4500.



Partenaire de grands projets de recherche et de développement

- Le pôle risque industriel est le plus connu à Bourges. Il est géré par le Centre National des Risques Industriels, basé à Bourges, en lien avec l'Ecole d'Ingénieurs. Le Conseil général appuie plusieurs projets de recherche et a récemment contribué au financement du colloque « Envirorisk », à Bourges.
- Le projet MADONAH est un partenariat intéressant entre les établissements d'enseignement supérieur travaillant sur la thématique des capteurs, les entreprises et les établissements publics. C'est au sein des résidences de Bellevue, établissement pour personnes âgées, qu'a été implanté un appartement prototype permettant de tester des dispositifs adaptés à la surveillance et à l'accompagnement des personnes âgées.
- MBDA met au point de nouvelles technologies pour la **propulsion du futur.** Le projet, nécessitant la mise en service d'un banc d'essai pour simuler des conditions de vol, a été aidé par le Conseil Général, pour des applications sur des lanceurs de missiles ou fusées, et à plus long terme pour l'aviation.
- Le pôle mécanique et matériaux regroupe de nombreuses entreprises fédérées dans le Pôle Cœur de France, le Centre Technique Interprofessionnel des Matériaux (CETIM), ICERMA à Vierzon (voir partie emploi), des centres de recherche.
- Enfin, à Saint-Amand, le pôle luxe fait travailler ensemble les entreprises de bijouterie-joaillerie et le lycée Jean Guehenno. L'Agence de Développement du Cher, outil du Conseil Général, a fait de ce secteur un de ses axes privilégiés de prospection.

La contre-réforme territoriale pourrait interdire au Conseil général de poursuivre ces partenariats.

Une aide aux chercheurs, une ouverture sur le monde

La présence d'étudiants en fin de cycle d'études et de jeunes chercheurs est **un atout pour les entreprises** qui restent ainsi en contact avec les innovations techniques et scientifiques. Pour favoriser ce mouvement, les étudiants de Master II et des écoles d'ingénieurs bénéficient d'aides pour faire leurs stages



dans les entreprises du Cher. Des **contrats de recherche et d'innovation** prolongent les recherches universitaires pour permettre leur mise en application dans des projets industriels. Le CERB, à Baugy, bénéficie d'un tel contrat.

Rue de Turly, un bâtiment d'accueil, financé par le Conseil général, permet aux chercheurs étrangers de résider à Bourges pour de courtes durées avec les réseaux informatiques nécessaires pour rester connecté avec le monde.

Ce que la loi a changé depuis 2004

- L'autonomie des universités va les conduire à faire de plus en plus appel au tissu économique et des collectivités locales pour leur financement
- La réforme de la formation des maîtres et des IUFM met potentiellement en danger l'IUFM de Bourges
- La loi confie désormais aux Régions la compétence dans le domaine des formations sanitaires et sociales



2004-2010, un Département ...

AMBITIEUX

- La reconstruction de l'IUFM
- La rénovation de « la salle d'armes » pour la fac de droit, l'école d'ingénieurs et l'IMEP
- Des aides à la recherche avec les grandes entreprises du Cher

« Le Cher qu'on aime, la vie qu'on veut ! »

